

POUR UNE DOUBLE RUPTURE

Le texte d'orientation voté par le congrès



Ce texte, dit « texte B-D », a obtenu la majorité relative : **42,22%** des suffrages exprimés.

A deux ans d'une échéance politique qui sera décisive pour la gauche en son ensemble, à quoi assistons-nous ? A un profond désarroi aussi bien parmi les militants que parmi ceux que l'on appelle le peuple de gauche. Nous n'échappons pas nous-mêmes à ce désarroi et notre congrès le démontre. Comment pourrait-il et pourra-t-il en être autrement ?

La situation est caractérisée par une crise du système économique capitaliste, dont la logique en vigueur aboutit à une impasse et entraîne un développement du chômage et de la pauvreté : il n'y a pas de sortie libérale de la crise. Face à celle-ci le PSU entend faire avancer de vraies solutions de gauche.

Les axes prioritaires en sont :

- réduire le temps de travail,
- lutter contre les inégalités,
- transformer les rapports décideurs-exécutants pour permettre à ceux-ci de contrôler les transformations industrielles et sociales.

Malgré des avancées politiques, les gouvernements de gauche depuis mai 81 n'ont pas su ou pas voulu prendre les décisions politiques qui auraient mis en œuvre un véritable changement social. La maladresse a trop souvent été conjuguée avec un abandon de choix essentiels tant en politique intérieure qu'en politique extérieure. L'orientation générale du gouvernement actuel est particulièrement significative de choix avec lesquels le PSU ne peut se solidariser. Elle est contraire à son projet de société autogestionnaire et aux positions et activités de ses adhérents et militants dans les institutions locales ou dans les luttes sociales.

Par exemple, le PSU ne se reconnaît pas dans des mesures productivistes qui ont pour but de renforcer le capitalisme au détriment des travailleurs. Le PSU rejette :

- la priorité accordée au monétarisme,
- la soumission accrue aux règles du marché international qui enlève toute autonomie à l'économie nationale et toute chance au développement des économies locales ou régionales,
- l'abandon de l'idée motrice des 35 heures pour combattre le chômage,
- le refus de la rénovation profonde de l'école,
- le glissement idéologique vers des idées de la droite comme l'éloge du profit financier, le retour à l'élitisme (fût-il républicain !),
- la confirmation des choix atlantistes dans le cadre d'une politique militaire inchangée, fondée sur le nucléaire,
- l'abandon des mesures de quantum et prix différenciés par travailleurs de l'agriculture qui permettent de garantir

un revenu, un temps de travail et des créations d'emplois dans ce secteur.

La gauche privilégiée depuis 81 la délégation de pouvoir au détriment de la stratégie de type autogestionnaire. C'est une des raisons profondes de son échec. Cette tendance s'est encore accentuée ces dernières années, en calquant le mode de débat politique sur la constitution de la V^e République : le présidentielisme, qui sclérose ainsi les expressions qui faisaient la richesse de la gauche. Le PSU dans son discours et son fonctionnement n'apparaît pas y avoir échappé lui non plus.

Tout en s'efforçant de changer les orientations de la gauche, le PSU doit lutter contre la droite et ses projets :

- l'utilisation du racisme et de la xénophobie,
- l'exacerbation du sentiment d'insécurité en vue d'obtenir le renforcement de la répression et du pouvoir de l'Etat.

Enrichir les riches et appauvrir les pauvres en misant sur une société duale, tel est le but de la droite et de l'extrême-droite. Celles-ci vont plus que jamais dans le sens d'une destruction des acquis sociaux, des libertés collectives, des droits syndicaux, du système de protection sociale.

Le désarroi des forces vives de la gauche est très apparent dans les votes politiques exprimés et dans les absentions. Ceux et celles qui ont cru que son arrivée au pouvoir allait permettre de changer la vie s'en détournent aujourd'hui. Le PSU ne peut s'en satisfaire.

Or, paradoxalement ou à cause de cela, des hommes et des femmes, partout, ici et maintenant, plus nombreux essaient d'agir et d'œuvrer pour ce « vivre mieux ». Ces attitudes plurielles, variées, différentes, convergent vers ce que le PSU a toujours défendu dans son projet de société autogestionnaire. Ces combats multiples, parfois en rupture d'organisation et de langage, rassemblent :

- des militants syndicalistes,
- des élus et les équipes qui les entourent,
- les militants anti-nucléaires, ceux des mouvements pour la paix, pour les droits de l'homme, pour l'écologie,
- ceux et celles qui construisent autre chose dans leur vie professionnelle (économie sociale, coopératives ouvrières, école différente...)

Malgré l'activité de ses militants sur le terrain, le PSU, par son inaction organisationnelle et son « suivisme gouvernemental », n'a pas été en mesure d'exprimer ces aspirations et ces initiatives. Le PSU doit retrouver les moyens de ses propres recherches pour établir les ruptures nécessaires. Dire que le PSU est de gauche, avec la gauche, avec toute la gauche ne suffit pas à faire une politique. Le parti doit retrouver son autonomie politique par rapport

au gouvernement. C'EST CELA LA PREMIERE RUPTURE, LA RUPTURE POLITIQUE.

Propositions d'orientation

Le PSU doit s'engager sans attendre dans une démarche visant à refonder son projet, pour faire de l'autogestion socialiste un véritable projet politique, économique et social, cohérent. Celui-ci devra répondre aux exigences de l'évolution industrielle, technologique et culturelle, en articulant propositions concrètes et pratiques à l'intérieur et à l'extérieur des institutions. Le PSU favorisera toutes les pratiques et les initiatives qui peuvent contribuer à élargir un espace alternatif.

Le problème central est celui de la transformation sociale en plein milieu d'une crise. Nos réponses ne peuvent être ni la reprise des vieilles recettes insuffisantes ou dépassées, ni l'abandon de principes qui font la gauche : égalité, solidarité, démocratie et autogestion.

Les axes de cette orientation seront les suivants :

1) Engager une politique contre le chômage, de partage du travail par la réduction massive du temps de travail.

Moteur d'une dynamique pour la mise en place de structures unitaires de défense des victimes actuelles de la crise (chômeurs, fin de droits, jeunes, femmes, immigrés...), le PSU doit appuyer toutes les initiatives pour résoudre ces problèmes cruciaux (Syndicat et Maison des chômeurs...). Les femmes notamment ne doivent pas faire une fois de plus les frais de la crise : sous-emploi, sous-qualification, temps partiel. Cette situation est aggravée par la diminution des équipements sociaux (crèches, écoles maternelles...), et par l'insuffisance des lois contre les inégalités (statuts différents dans les petites et grosses entreprises) ainsi que par la politique nataliste du gouvernement (plan famille).

2) Opérer une forte réduction de la hiérarchie des revenus, une réforme importante de la fiscalité et du mode de financement des garanties sociales.

3) Créer les conditions d'un contrôle populaire des changements industriels (investissements, organisation du travail, restructuration), sociaux et culturels. Il faut prendre appui sur les capacités offertes par le développement des technologies, l'élévation des qualifications et des niveaux de formation. De même dans l'agriculture (foncier, prix différenciés...).

4) Proposer des changements autogestionnaires dans les systèmes de pouvoirs économiques et les mettre en oeuvre partout où c'est possible : entreprises du tiers secteur, entreprises nationalisées, instances politiques de tous niveaux.

5) Prendre en compte la lutte des femmes, par essence profondément révolutionnaire et qui se situe dans la lutte des classes, ainsi que leur volonté d'avoir toute leur place dans la vie politique où elles continueront à défendre leurs droits spécifiques (IVG...).

6) Se redonner une autonomie par rapport au marché international, allant vers un développement autocentré, seul moyen d'une politique d'indépendance et du rapport non impérialiste avec le tiers monde.

7) Développer la réflexion et l'action pour des pratiques alternatives, pour une autre expression régionale, une autre politique énergétique en particulier à partir des « plans alter » actualisés et d'un recensement des expériences existantes.

Le PSU développera son espace politique et sa spécificité en luttant pour une orientation clairement alternative à celle du gouvernement sur les points essentiels suivants :

1) Le refus affirmé des institutions de la V^e République dont Mitterrand a aggravé dans la dernière période le caractère présidentieliste, la mise en chantier d'une nouvelle constitution démocratique qui cesse de sacraliser la délégation de pouvoir comme règle unique obligée des rapports entre les citoyens. Au plan électoral, la proportionnelle doit être substituée à un scrutin majoritaire qui exclut les courants minoritaires. Quant à la décentralisation, elle ne doit plus aboutir comme aujourd'hui au renforcement du pouvoir des notables locaux.

2) La lutte pour le non-alignement, le refus de la logique suicidaire des blocs dans laquelle continue de s'inscrire le gouvernement. Seul un autre choix dont les implications économiques et militaires sont capitales (incluant l'abandon de la stratégie fondée sur le nucléaire) peut permettre une réorientation véritable de nos rapports avec le tiers-monde.

Dans le cadre des relations de la France avec les pays du tiers monde, le plan intérimaire (82-83) soulignait que l'insertion de ces pays dans les échanges mondiaux ne serait pas le critère principal d'un développement satisfaisant. Aujourd'hui le mercantilisme engendré par la bataille pour les exportations l'a emporté sur la recherche de solutions passant par un développement autocentré, ce qui perpétue des relations de domination néo-coloniales.

Cela se traduit en Afrique par le maintien du dispositif militaire de la France qui doit, pour le PSU, absolument être remis en cause afin d'engager des négociations sur des bases nouvelles. Cela se traduit aussi par un accommodement avec les régimes dictatoriaux, obstacles politiques à un développement répondant aux aspirations populaires. Pour le PSU la lutte pour les libertés démocratiques dans les pays du tiers-monde devient un préalable prioritaire et la clause syndicale (droit d'organisation des travailleurs) peut être une condition nécessaire au maintien dans le tiers-monde des activités des entreprises françaises contrôlées par l'Etat.

Le PSU réaffirme le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples sous domination française (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Nouvelle-Calédonie) en se gardant de solutions néo-coloniales:

Il en découlerait aussi une solidarité renforcée avec les peuples en lutte contre les impérialismes et le colonialisme : ainsi avec le peuple canaque qui fait éclater les structures coloniales régissant la société calédonienne, avec les peuples d'Amérique centrale et latine, avec les Polonais, les Erythréens, les Sahraouis, les Afghans, les Palestiniens, les Sud-Africains... Il faut enfin refuser le primat de la raison d'Etat sur la justice et la solidarité (exemple : extradition de militants basques).

3) La mise en place d'un système d'enseignement à la fois unifié et rénové, en opposition avec une politique qui

institutionnalise le dualisme scolaire et refuse de prendre en compte les vraies causes de la crise de l'école et de l'échec scolaire.

4) La reconnaissance d'une société pluriculturelle et multiethnique garantissant leurs droits politiques, économiques et culturels aux minorités nationales et aux populations immigrées (droit de vote aux élections locales en particulier).

Une rupture au niveau organisationnel

Tout ou presque a été dit en négatif sur le fonctionnement du PSU, il est temps d'avancer une démarche, des propositions et des changements de pratique qui nous permettent de rompre avec ce que nous avons connu et que la grande majorité des militants ne veulent plus voir.

Réinventer une pratique au quotidien, voilà un réel enjeu pour des militants autogestionnaires. Nous devons maintenant tenter autre chose en matière d'organisation et de fonctionnement. Il en va de la survie de notre courant politique. Loin de liquider le PSU, les propositions qui suivent tentent de lui redonner les moyens de son action.

• Des interrogations fondamentales

Face à la crise du militantisme qui dépasse largement celle du PSU : crise du syndicalisme, des partis de gauche, crise des implications collectives... nous nous interrogeons sur la forme parti elle-même : que cela nous plaise ou non, cette forme ne correspond plus à l'attente de beaucoup. Nous devons partir du constat qu'est terminé le temps de la construction d'un parti sur le modèle actuel, en antagonisme ou en concurrence avec la gauche traditionnelle.

• Autonomie des structures de base dans une organisation hexagonale :

S'orienter vers un fonctionnement de type fédératif ouvert sur les apports des militants autogestionnaires extérieurs au PSU en participant à des débats et à des structures transorganisationnelles.

Les décisions nationales seront le produit des apports des structures de base à partir des pratiques réelles. Les fédérations et les secteurs doivent devenir le lieu privilégié de l'élaboration de la ligne politique du PSU.

Notre courant politique est-il capable de proposer une façon différente de faire de la politique ? Le PSU en se transformant peut-il participer à l'inévitable transformation-refondation de la gauche ? Nous ne pouvons apporter aujourd'hui sur ces questions un ensemble de réponses sûres et définitives. Par contre il y a dans l'immédiat pour le PSU un point de passage obligé :

Trouver la capacité de gestion de son pluralisme interne garant de la démocratie, tout en étant capable d'intéresser et de s'intéresser ceux et celles qui, à l'intérieur du PSU, se réclament de mêmes pratiques.

• Amorcer un processus de changement

Amorcer un processus de changement organisationnel exige de la réflexion, du temps et des vérifications pratiques. Un large débat devra s'ouvrir, à partir de constats tels que :

— La France est un pays à plusieurs cultures... Le PSU, parti autogestionnaire, doit prendre en compte cette réalité...

— L'affaiblissement des fédérations et la logique des médias ont rendu progressivement incontrôlable le Bureau Politique.

Dès maintenant il faut affirmer des ruptures avec le mode de fonctionnement actuel, ruptures fondées sur les principes suivants :

1) autonomie des structures de base (sections, fédérations, secteurs),

1) déconcentration et décentralisation de l'expression politique extérieure,

3) limitation des campagnes et des réflexions hexagonales sur un petit nombre de thèmes prioritaires, soit :

— Il faut amoindrir le rôle de la DP qui devrait être davantage une structure de coordination et de débat, le BP jouant essentiellement le rôle d'animation et de relais par rapport aux fédérations et aux secteurs. Il faut dissocier les fonctions des permanents et les responsabilités politiques.

• Décentralisation et déconcentration de l'expression politique extérieure :

— Il ne peut plus y avoir de porte-parole unique, mais des expressions diversifiées par secteur, par thèmes de campagne et aussi par régions.

La restitution de l'initiative politique aux régions et fédérations devra cependant laisser toute sa place, qui prend une importance croissante, aux luttes pour la paix, comme à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique extérieure démocratique.

— Il faut améliorer nos modes de communication (amélioration de 2A, messagerie électronique).

Cinq propositions montrent notre choix et amorcent ce changement d'attitude.

1) Le Congrès désigne les membres d'une commission chargée de préparer, sur la base des textes envoyés par les fédérations, la refonte des statuts dans une perspective plus fédéraliste.

2) Dès maintenant les fédérations se regroupent dans tout l'hexagone en régions et se dotent de structures régionales.

3) Les secrétaires fédéraux seront consultés pour l'établissement de l'ordre du jour de la DP, soit par la tenue d'une réunion, soit par d'autres moyens assurant le respect des demandes des fédérations.

4) Le partage des responsabilités fédérations — Bureau hexagonal sera redéfini.

5) Des modalités de transfert aux fédérations des responsabilités financières seront avancées.

Dès la fin du congrès doit s'engager l'étude d'une transformation plus profonde du parti prenant en compte les propositions faites sur : un parti fédéraliste, une coopérative d'action politique, un réseau... L'objectif est de fonder une organisation politique véritablement autogestionnaire.

Ces réflexions pourraient être conclues par un congrès extraordinaire dans un an habilité à trancher sur l'ensemble de ces questions.

Les autres textes soumis au vote

UN NOUVEL ÉLAN DU PSU POUR REDONNER L'ESPOIR À LA GAUCHE (A)

Ce texte présenté par le « courant A » a obtenu 24,27 % des suffrages exprimés

I. La gauche est au pouvoir en France, ce n'est pas si fréquent et c'est même assez peu répandu dans les pays capitalistes industrialisés.

Trois ans et demi après la victoire de la gauche, ni la droite ni le patronat n'ont admis la légitimité de ce pouvoir.

Usant de surenchères démagogiques, attisant les conflits corporatistes, développant l'agressivité systématique ... la droite, avec l'appui médiatique dont elle dispose, prépare la reconquête du pouvoir.

Il est important de ne pas l'oublier. L'existence d'un gouvernement de gauche en France est un fait politique qui apparaît comme majeur dans le monde et plus encore dans les pays du tiers-monde. Il ne peut laisser indifférents des militants qui se sont battu des années durant pour cette victoire.

L'histoire jugera, mais on peut affirmer que la gauche aura amorcé des transformations profondes dans notre société.

La gauche au pouvoir, c'est la gauche à sa place : gérer, décider, agir, légiférer, trancher ne doit pas rester le monopole de la droite. Sur la modernisation industrielle, l'école, en passant par le financement de la protection sociale ou la décentralisation, il n'est pas indifférent que ce soit la gauche qui soit amenée à intervenir, car les retombées sociales et politiques ne seraient pas les mêmes si nous avions une gestion de la crise par un pouvoir de droite.

II. Le PSU, partie prenante de la gauche, assume ses responsabilités.

Le PSU s'est créé dans l'opposition. Il s'est battu pour la victoire de la gauche. Oh, certes, mai 81 n'est pas le triomphe de l'autogestion !

Mais cette victoire est aussi notre victoire. Et la défaite de la gauche en 86 serait aussi notre défaite. Impossible de tirer son épingle du jeu. Pas question de rester sur les bancs de touche. Le PSU assume ses responsabilités, avec ses moyens, à tous les niveaux où se joue l'avenir de la gauche. Dans l'action, dans le débat, et aussi dans les institutions locales et au gouvernement.

III. La gauche a échoué dans de nombreux domaines et est aujourd'hui sans projet.

L'échec du programme élaboré par les trois partis traditionnels de la gauche est aujourd'hui patent sur bien des points. Au plan économique, la reprise de la croissance par la relance, qui était la charpente des propositions du programme commun et du « projet socialiste », n'a pas

eu lieu. Au plan idéologique, la gauche n'a pas su rester porteuse de l'espoir qui l'a fait accéder au pouvoir.

Confrontée aux réalités, elle est passée du volontarisme à la gestion sans âme. Elle se retrouve aujourd'hui sans projet, partagée entre la tentation du retour en arrière sur les « valeurs sûres », et la fuite dans l'application des recettes du libéralisme. Devant son incapacité par exemple à produire un projet mobilisateur de rénovation de l'appareil éducatif, la gauche et en particulier le ministre de l'Éducation Nationale, se retrouvent à célébrer les vertus de l'élitisme républicain. Sur le plan économique, dans l'incapacité de tenir des promesses irréalisables, elle est amenée à moderniser l'économie en oubliant de « moderniser » le social, de mettre en route la transformation des rapports sociaux.

Si par malheur la gauche démontrait son incapacité à reconstruire un projet de société qui porte des réalités, c'est là que serait le plus grave danger pour le présent et pour l'avenir. Et c'est à retrouver les bases de ce nouveau projet que nous voulons participer.

IV. Nous devons travailler au cœur de la crise parce que c'est de son sein que sortira la société de demain.

Depuis dix ans, la crise de l'économie capitaliste partout dans le monde conduit à une formidable mutation technologique, économique, sociale et culturelle de nos sociétés.

Bien malin qui pourrait dire aujourd'hui vers quel type de société on s'achemine. Une chose est sûre : c'est de la crise que sortira la société de demain.

Les choix politiques qui sont faits aujourd'hui sont déterminants pour des chances réelles d'un développement auto-centré du tiers-monde (ou, au contraire, son enlèvement définitif) pour la construction d'une société solidaire où les gains de productivité seront, affectés à la réduction du temps de travail, au développement du temps de formation et des loisirs (ou, au contraire, une société d'exclusion profondément duale), pour de nouveaux rapports de pouvoir dans la société et l'entreprise (ou, au contraire, une société figée dans ses rapports sociaux anciens), pour une réelle égalité des chances (ou, au contraire, l'élitisme, fût-il républicain !).

C'est donc au cœur de cette crise que nous devons proposer, agir et travailler. Si les marges de manœuvre sont faibles au plan macro-économique — internationalisation du marché, nécessité de sauvegarder les grands équilibres, poids de notre endettement extérieur — tout reste à construire au plan micro-économique, social et culturel.

V. — Nous devons travailler au cœur de la crise de la gauche parce que c'est de son sein que sortira une nouvelle dynamique à vocation majoritaire.

L'action conjuguée de la crise économique et de l'exercice du pouvoir a introduit au sein de la gauche une crise profonde et durable. L'échec de la problématique « programme commun » n'est pas pour nous surprendre ; et le départ des ministres communistes, puis le passage dans une situation d'opposition frontale du PCF sont l'illustration de cette impasse.

Démisionner devant la rudesse de la tâche est une solution de facilité.

Nous observons aujourd'hui des indices du réveil de la gauche. Ici ou là, des initiatives sont prises, des clubs se forment, des bouches s'ouvrent... pour relever le défi.

Relever le défi aujourd'hui, c'est être capable de combiner gestion rigoureuse et ambition sociale et de rompre avec l'archaïsme : c'est la condition d'un redressement politique et électoral.

Le PSU entend participer pleinement à une telle dynamique : il y voit sa principale raison d'être aujourd'hui.

VI. — Pour cela, le PSU doit exister : c'est un préambule à toute autonomie, autonomie indispensable pour la réflexion, la recherche, les propositions et l'action.

Le patrimoine PSU reste important en terme de référence présente ou passée, de réputation d'honnêteté et de morale politique et surtout de capital humain dans le mouvement associatif et syndical, dans les municipalités, dans l'appareil d'Etat et... au gouvernement.

Mais exister comme force politique, c'est aussi avoir des députés. Plutôt que d'éparpiller nos forces sur des candidatures de témoignage, le PSU prendra toutes les initiatives nécessaires pour obtenir quelques élus dans le respect de son autonomie.

Si mettre la clé sous la porte n'est pas concevable, poursuivre suppose aujourd'hui une réelle autonomie par rapport au gouvernement.

Entre le volontarisme souvent stérile d'un PS considérant, envers et contre tout, qu'une politique rigoureuse n'est qu'une parenthèse, et un laisser-aller politique du gouvernement sur certaines questions centrales (rapports avec le tiers monde, politique fiscale, regroupements familiaux des travailleurs immigrés, extraditions de réfugiés politiques), il y a une large place pour une autonomie d'action et d'expression du PSU.

Autant les marges de manœuvres d'un ministre sont limitées, lié qu'il est par une solidarité gouvernementale au demeurant souhaitable, autant celles d'un parti qui participe au pouvoir sont — les précédents existent — importantes, si tant est que des partis godillots ne rendent pas service à la gauche et que notre position minoritaire au sein du gouvernement ne nous donne aucun devoir d'allégeance.

Parler haut et fort est possible dans la mesure où nous assumons toutes nos responsabilités à l'intérieur d'une gauche engagée dans un combat difficile. Cela nécessite, à l'avenir, de mieux centrer nos interventions sur les points

où notre apport est véritablement original et novateur, et de travailler notre expression de façon à la rendre plus percutante, plus provocatrice si nécessaire.

VII. — Le PSU propose une démarche nouvelle, une démarche ouverte vers l'extérieur pour rompre avec des pratiques trop souvent coupées des réalités et pour travailler à la refondation de la gauche.

Il s'agit d'engager une démarche nouvelle de réflexion et d'action politique à partir des questions et des interrogations des militants du PSU et, plus largement, de tous ceux qui placent leur espoir à gauche. Après plus de trois ans d'exercice du pouvoir, combien de certitudes, d'idées toutes faites, d'habitudes de pensée ont été remises en cause ? Un septicisme général sur tout discours idéologique est installé.

Pourtant, la France bouge : des militants sont passés de l'idée à la réalisation ; des élus cherchent quotidiennement à concrétiser leurs projets ; des pratiques nouvelles se font jour, s'appuyant souvent sur des droits et des moyens nouveaux acquis depuis 81.

C'est à partir de cela qu'il faut enrichir notre projet politique avec tous ceux qui dans leurs pratiques (professionnelles, militantes, d'élus...) se situent en phase avec cette problématique : ceux qui à la fois refusent les yaka et veulent redonner un élan autogestionnaire à la gauche, à la CFDT, dans des associations ou structures diverses et variées... les interlocuteurs et les forces de travail peuvent varier selon le niveau d'intervention (locale, nationale) et selon les spécificités locales.

Dès maintenant, le PSU doit prendre en charge les problèmes qui sont la préoccupation principale des Français et y proposer des solutions. L'initiative ne doit pas être laissée à la droite et à l'extrême-droite sur ces sujets. Le PSU doit s'employer à organiser, proposer des actions à l'ensemble des forces de gauche quand cela s'avère possible sur les axes suivants :

- Chômage, modernisation industrielle et temps de travail,
- la défense des libertés et le problème de l'insécurité,
- la France multiculturelle et le racisme,
- assurer la paix en militant pour la dénucléarisation,
- conserver notre patrimoine naturel pour les générations futures,
- réduction des inégalités.

VIII. - Le PSU adaptera ses structures à son ambition

Dans le but de :

- favoriser la prise en compte des pratiques des adhérents à tous les niveaux de notre organisation,
- accroître l'efficacité de nos instances,
- permettre une adaptation et une ouverture réelle de notre parti,
- responsabiliser davantage les animateurs du parti par rapport à des objectifs clairs et précis, nous devons nous attacher à modifier nos structures.

A titre d'exemples, voici quelques modifications, compte tenu que le détail de l'organisation devra être l'objet d'un travail approfondi ultérieur.

1. L'adhésion : s'ouvrir.

Pour permettre à un maximum de nouveaux militants de travailler avec nous, il faudrait prévoir d'autres bases d'adhésion que la seule section locale. On devrait pouvoir adhérer également à un échelon départemental, régional ou national sur la base d'un sujet d'intérêt.

De même il serait urgent de réduire les cotisations : une cotisation de base, réduite, pour assurer le fonctionnement ordinaire de notre organisation et un financement particulier pour chacune de nos campagnes ou actions.

2. La DP : favoriser la démocratie.

Pour faire de la DP une véritable instance de débat, de contrôle de l'exécutif et de décision, il est nécessaire d'une part d'en réduire le nombre de membres afin de faciliter le travail en groupe et d'être plus réaliste en regard du nombre d'adhérents, d'autre part d'en modifier les méthodes de travail : préparer des dossiers préalables sur chaque question inscrite à l'ordre du jour, réaliser un suivi effectif du travail du parti et décider des réorientations éventuelles.

3. L'exécutif : accroître l'efficacité.

Les bureaux politiques pléthoriques et élus à la proportionnelle des courants ont montré leur inefficacité. L'exécutif doit être une équipe de travail réduite et homogène où chacun ait sa responsabilité propre. Son rôle serait double :

1) Assurer l'animation du PSU : en mettant en œuvre les décisions de la DP et en jouant un rôle d'accélérateur de

l'information verticale et surtout horizontale (étude et mise en place d'un système télématique de liaison des groupes de base, réunions par téléphone, audioconférence, etc.).

2) Développer l'expression et la représentation extérieure du PSU. A ce titre cette équipe restreinte serait une cellule de travail sur la communication du parti. L'utilisation d'un pluralisme d'affinités permettrait de multiplier les contacts.

Cet exécutif pourrait s'appeler groupe d'animation et d'expression. Il devrait s'entourer de délégués nationaux, élus par la DP sur des aspects précis du travail du parti.

4. S'appuyer sur les pratiques des adhérents.

Afin de favoriser la prise en compte du travail réel des militants, il faudrait :

- réunir deux fois par an les secrétaires fédéraux sur des objectifs précis de suivi du plan de travail du parti,
- organiser une fois par an une conférence des élus si possible préparée régionalement,
- expérimenter un Conseil Régional Consultatif composé d'un représentant par région et consulté environ une fois par mois au moyen d'une « réunion par téléphone », (nouveau service proposé par les PTT permettant de mettre simultanément en relation 20 abonnés au téléphone).

POUR QUE LA GAUCHE RÉUSSISSE À GAUCHE ! (C)

Ce texte présenté par le « courant C » a obtenu 23,35% des suffrages exprimés.

Beaucoup à l'intérieur et à l'extérieur du PSU attendent aujourd'hui un déclin. La preuve que le PSU est capable de répondre à sa crise d'identité. La preuve qu'il peut jouer un rôle autonome et dynamique à l'horizon 86. Spéculer sur l'avenir de la gauche, sur la manière dont elle franchit l'échéance des législatives n'a que peu d'intérêt. Il s'agit de tout faire pour que la gauche réussisse et réussisse à gauche.

Pour atteindre cet objectif le PSU ne pourra pas faire l'économie d'une transformation, dans son mode de fonctionnement et d'interventions militantes, et en s'affirmant résolument offensif dans ses rapports avec les partis de gauche et la politique gouvernementale.

La gauche est orpheline de ses rêves, le PC a vécu. Elle paye et à quel prix son optimisme sur la sortie de crise

Mais ne soyons pas en retard d'une guerre, c'était hier que se jouait sa capacité de réalisme, c'est aujourd'hui que se joue sa volonté de transformation.

Ce réalisme, beaucoup à gauche se bousculent pour l'incarner. Le risque est grand de voir ces néophytes de la modernité larguer les amarres de la gauche. Sans l'ambi-

tion d'un projet de transformation, la modernité est une coquille vide. Il faut savoir se servir des valeurs qui font que la gauche ne renonce pas à elle-même et sont des facteurs de dynamisme social : la solidarité, la lutte contre les inégalités, pour la justice sociale sont de celles-là.

Le gouvernement doit comprendre qu'il ne manquerait ni d'alliés, ni d'échos populaires s'il avait plus de détermination à faire valoir les exigences d'égalités et de justice. Il est naturel que les couches sociales qui en ont le plus bénéficié soient les premières sollicitées dans l'effort de justice sociale nécessaire.

Il est aussi une nécessité de s'opposer à l'inégalité la plus criante actuellement : l'inégalité devant l'emploi. L'égalité doit jouer entre les chômeurs et les titulaires d'un emploi par la réduction et le partage du travail. Solidarité aussi entre les hauts et les bas revenus pour en permettre l'application.

Pour ce faire, nous devons nous opposer au discours des libéraux. Nous devons démontrer de nouveaux dynamismes qui doivent et peuvent émerger au travers de la satisfaction des aspirations à la responsabilité, à l'initia-

tive, au contrôle, à l'autogestion.

L'AUTOGESTION A L'EPREUVE DES FAITS

L'autogestion n'est pas une simple référence idéologique qui se dérobe à chaque tentative de vérification concrète.

La stratégie autogestionnaire, parce qu'elle lie la fin et les moyens, ne peut faire l'économie d'une confrontation avec la réalité.

Le rôle de l'initiative, le rejet du centralisme, la supériorité des pratiques sur les discours, les scrupules devant les faits, fondent la différence entre le socialisme autogestionnaire et les étatistes de tous bords.

TRANSFORMATION DU PARTI, PARTI DE LA TRANSFORMATION

Soyons pragmatiques : il nous faudra expérimenter. Soyons efficaces : il faut que nos expériences servent. Nous ne pouvons plus nous satisfaire de la confusion qui règne actuellement. Le Bureau Politique doit se transformer pour être constitué d'une part d'une équipe d'animation du parti, d'autre part des responsables de secteurs.

Cette équipe d'animation doit comporter une dizaine de membres n'appartenant pas à la Direction Politique. Le congrès doit l'élire et lui fixer des objectifs précis, délimités et réalisables :

- cellule de communication (qui devra développer autour du porte-parole une véritable stratégie de communication afin d'accroître l'audience du parti),
- relations extérieures (développer les contacts avec nos partenaires de la majorité, des associations, des mouvements, des syndicats),
- relations avec les institutions (travail de coopération avec le ministère et les élus),
- organisation (travail suivi d'implantation, de relations avec les fédérations, de formation),
- finances (suivi de la trésorerie, administration du PSU et des sociétés annexes, recherche de ressources nouvelles),

— lien avec les secteurs. L'élection au congrès d'une dizaine de responsables de secteurs doit garantir un mode de fonctionnement autonome. Une réunion mensuelle de l'équipe d'animation avec les responsables de secteurs se tiendra.

Le Bureau Politique est donc, en clair, composé de l'équipe d'animation et des responsables de secteurs.

La Direction politique est élue sur base régionale (40 membres élus par les régions serait souhaitable). Le but est d'arriver à des structures régionales élues et de s'appuyer sur ce qui est actif et vivant dans le parti. L'affrontement des courants devrait être ainsi discipliné. Des règles du jeu précises limitent leur rôle à ce qu'il devrait être : de formation, d'affirmation d'opinion et de stratégie, d'animation du débat dans le parti.

PROPOSITION DE MODIFICATION DES ORGANES DIRECTEURS DU PSU

Redonner place, efficacité et responsabilité à toutes les composantes du parti. Dans l'intervalle des congrès nationaux, l'administration et la direction du parti sont confiées à un Conseil politique.

• LE CONSEIL POLITIQUE

Constitué par un BP et une Direction Politique. Se réunit au moins cinq fois par an.

• LE BUREAU POLITIQUE

Constitué par une vingtaine de membres élus par le congrès.

Se réunit au moins une fois par mois. Il est composé de :

- une dizaine de membres, élus à la proportionnelle (système d'élections municipales) sur la base des résolutions finales, équipe d'animation du Parti, responsable de la communication, des relations extérieures, institutionnelles, de l'organisation et des finances. Se réunit au moins une fois par semaine ;
- une dizaine de membres, élus à la proportionnelle des courants, responsables animateurs chacun d'un secteur du parti.



Dimanche après-midi, réunion du courant A avec Huguette Bouchardeau



A l'aube du dimanche, rencontre entre le courant A et le courant C...

• LA DIRECTION POLITIQUE

Constituée par une quarantaine de membres élus par les régions, ratifiés par le Congrès. Révocables par les instances qui les ont élus. Contrôlent l'activité du BP. Animent leur région dont ils sont les porte-parole. La DP vote sur le rapport d'activité présenté par le BP à chaque réunion du Conseil politique. Si le rapport est refusé à la majorité des élus de la DP, la DP doit convoquer un congrès qui tranchera. Au cas où cette proposition de modification des organes directeurs du parti est acceptée par le Congrès, la Commission des Statuts devra les préciser et les rendre statutaires en tenant compte des éventuels amendements proposés.

VOULOIR L'AUTONOMIE

Croire que le PSU pourrait activement participer à une victoire de la gauche en réduisant son expression et son action à un simple rôle de supplétif du PS est une absurdité. De la même manière, nous ne réaffirmerons au travers de notre participation gouvernementale une identité que si nous montrons notre capacité d'intervenir dans les débats, de poursuivre au gouvernement des objectifs qui nous sont propres. En aucun cas, nous ne serons contraints à quelque forme que ce soit d'autocensure, dans la critique comme dans le soutien.

POUR UN PARTI SOCIALEMENT UTILE (E)

Le texte soumis au vote par le «courant E», et qui a obtenu 10,16% des suffrages exprimés, est le même qui avait été présenté à la discussion avant le congrès.

Dans la crise que nous traversons, il semble que certains aient déjà tiré un trait sur l'existence du PSU. Celles et ceux qui ont rédigé le texte qui suit ont l'ambition de rassembler les militants du PSU et partagent la conviction qu'il n'est pas l'heure de brader l'histoire et les acquis du PSU. Ils s'engagent à n'accepter aucune compromission sur ce point.

Ils proposent trois priorités pour notre parti :

1. Affirmer son autonomie par rapport à la politique du gouvernement tout en refusant de jouer la « politique du pire » d'ici 1986.
2. Rassembler les militants dans la richesse et la diversité de leurs expériences vécues, autour des thèmes d'intervention que nous jugeons prioritaires : travail, libertés, lutte contre le racisme.
3. Transformer nos pratiques militantes et nos structures : nous autogérer effectivement au niveau de notre organisation.

Faute d'avoir su imposer des solutions permettant d'attaquer de front des problèmes tels que le chômage, la gauche risque d'être entraînée chaque jour vers des rives plus éloignées du socialisme autogestionnaire.

C'est le constat essentiel que l'on peut tirer de la pratique politique qu'a eue la gauche au pouvoir depuis 1981. Les militants du PSU ne peuvent en être exagérément « surpris » ou « déçus », car nous savions que la gauche aurait à opérer des révisions cruelles quant à ses conceptions de la relance.

Mais nous voyons aussi que nous partageons la situation de crise idéologique de la gauche. L'affaiblissement de notre influence doit être compris par nous comme une « mise au pied du mur » : ou nous avons le courage de nous transformer, ou nous disparaîtrons.

Aujourd'hui, quelles sont les principales conséquences de la crise auxquelles doit pouvoir répondre un projet politique autogestionnaire ?

DANS LE MONDE :

- 400 à 600 millions de personnes qui ont faim.
- La guerre économique qui s'exacerbe, entraînant une marginalisation des pays européens.
- Un risque de guerre toujours présent.

EN FRANCE :

- 2,5 millions de chômeurs officiellement ! Fléau qui touche principalement les jeunes, principalement les femmes. Menace qui pèse sur chacune et chacun d'entre nous.
- 10% des voix pour Le Pen aux Européennes : une partie de la droite se radicalise, n'hésite plus à afficher son idéologie raciste et autoritaire, et influence une partie des couches populaires.
- 40% d'abstentions aux élections : et si c'était durable ? Et si les jeunes qui se désespèrent de trouver un travail, si les hommes qui en sont à leur troisième licenciement économique, si les femmes pour qui la vie quotidienne est toujours aussi dure, ne venaient pas voter en 1986 ?

Les gens en ont marre des grands discours idéologiques et des autoproclamations : ONT-ILS TORT ?

Dans ce contexte, quelles que soient nos inquiétudes pour 1986, et les critiques que nous formulons par rapport à la politique du gouvernement, nous refusons de faire le pari d'une défaite de la gauche. Ce serait trop dangereux pour la démocratie, pour celles et ceux que le système exclut.

1. LA CONDITION DE NOTRE IDENTITE :

affirmer notre autonomie par rapport à la politique du gouvernement.

Le PSU vit une crise d'identité : dans la même période, il a démultiplié à juste titre sa présence institutionnelle à travers les élections municipales et l'entrée au gouvernement et il a vu son influence électorale tomber au plus bas. Le départ des ministres communistes a amplifié la crise de la gauche, et la politique impulsée par le gouvernement Fabius fait nombre de concessions aux conceptions libérales (budget, immigrés, extraditions).

Nous sommes nombreux, dans ces conditions, à refuser de cautionner, explicitement ou implicitement, toute la politique gouvernementale.

AFFIRMER NOTRE AUTONOMIE PAR RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Serons-nous accusés « d'abandonner le bateau, avant qu'il ne coule », considérerons-nous que « c'est déjà fichu et qu'il n'y a plus rien à faire » ?

Demandons-nous à Huguette Bouchardeau de démissionner ? Cautionnerons-nous toute la politique gouvernementale en y restant ?

Les avis dans le parti sont partagés sur ce point.

Selon les uns, le Ministère peut faire avancer, dans cer-

taines limites, des propositions alternatives, notamment sur l'emploi dans les secteurs de l'environnement voire même de l'énergie.

Pour d'autres, Huguette Bouchardeau n'est qu'une caution. Mais son départ résoudrait-il tous les maux dont souffre le parti ?

Nous ne le croyons pas.

Les signataires de ce texte considèrent que le parti doit affirmer d'avantage son autonomie par rapport au gouvernement, à lui de ne pas se censurer. C'est au Parti de formuler ses critiques et ses propositions.

Encore faut-il que nous soyons à même de repartir de la réalité vécue par nos militants, nos élus, pour développer de nouvelles valeurs de gauche, et être en mesure de nous adresser directement et simplement à la population. Pour cela un premier impératif : arrêter de nous considérer comme un gros parti, de jouer sans fin au jeu du pouvoir en vase clos.

SACHONS NOUS FIXER DES PRIORITES POUR AGIR ENSEMBLE

2. CE QUE NOUS VOULONS FAIRE :

rassembler les militants sur des thèmes d'interventions prioritaires

Nous ne pouvons prétendre tout faire, au risque de tout mal faire. Le militantisme traditionnel est en crise, parce qu'il apparaît coupé de la réalité. Les militants eux-mêmes en ont ras le bol de s'épuiser dans toutes les directions.

Notre parti a des militants, mais il est petit : il lui faut fixer ses priorités. Nous en proposons trois :

- LE TRAVAIL,
- LES LIBERTES ET LA DEMOCRATIE,
- LA LUTTE CONTRE LE RACISME.

A. LE TRAVAIL

Très souvent évoqué de façon étriquée, limitée, ce thème recouvre de multiples dimensions. Il touche notre quotidien. De lui dépend notre autonomie par rapport à notre famille, à notre compagne ou compagnon... C'est l'occasion d'échanger avec les autres, de faire ensemble, de perdre notre vie aussi parfois. Nous avons besoin de travailler. Nous avons aussi besoin du travail des autres. Beaucoup se sont investis dans des initiatives concrètes, expérimentent de nouvelles façons de travailler, refusent d'être mis au rancard.

Certains ont créé des entreprises, parfois par nécessité, parfois par besoin profond de changer concrètement la réalité, de vivre, de travailler, de réaliser autrement.

Comment ces expériences introduisent-elles des ruptures avec le modèle dominant ? En introduisent-elles ? Sont-elles alternatives et méritent-elles d'être généralisées ? Lesquelles ont des chances de créer de nouveaux emplois, de nouveaux rapports dans l'entreprise, d'introduire de nouveaux rapports entre producteurs et consommateurs, entre producteurs d'ici et producteurs d'ailleurs ?

Créer des entreprises, mais aussi transformer les

conditions de travail dans celles (grandes ou petites) qui existent. Une partie des difficultés économiques est imputable à l'absence de prise en compte par le patronat des nouvelles exigences sur les produits : meilleure qualité (qui est contradictoire avec une organisation tayloriste du travail), économie de matières premières, durabilité du produit ; etc.

Pendant les années qui viennent de s'écouler, les hésitations et les insuffisances de la politique pour l'emploi ont abouti à une augmentation du chômage.

Aussi les autogestionnaires continuent à penser qu'une impulsion plus vigoureuse devrait être donnée à la réduction du temps de travail en liaison avec une négociation d'ensemble sur la formation professionnelle, son contrôle social et les rémunérations.

B. LES LIBERTES

La gauche, sur le papier, a étendu les libertés. Mais sont-elles utilisées ? La question basque, la question de l'asile politique, sont-elles marginales ?

Y a-t-il accroissement des libertés si on ne s'attaque pas de front aux inégalités ? Faut-il se contenter, comme semble le faire la gauche, des institutions de la constitution gaulliste ? La décentralisation donne-t-elle plus de pouvoir aux citoyens ?

Il faut toujours être vigilants sur les libertés, et notre histoire est marquée par cette lutte permanente. Le sentiment d'insécurité, exploité par la droite, pousse en permanence la gauche vers plus de police, plus de surveillance.

Les libertés, c'est tout un système de valeurs à reconstruire, qui prenne en compte l'aspiration des gens à plus d'autonomie individuelle sans sombrer dans les faux-sem-

blants de l'individualisme forcé.

Les libertés : pour nous, reprendre le flambeau contre la montée des idéologies autoritaires.

Les libertés en France, mais aussi la solidarité avec ceux qui luttent pour leur liberté : Nicaragua et Amérique latine, Pologne et Turquie... Des élus sous l'impulsion d'un maire PSU ont par exemple constitué un réseau de solidarité avec la Turquie. Il est nécessaire de développer également ce type d'actions.

C. POUR QUE VIVE LA FRANCE MULTICULTURELLE

La France de demain a le visage d'une femme, fille d'un couple métis. Il nous faut être pour cette France là, avant d'être contre le racisme.

3. COMMENT NOUS VOULONS LE FAIRE : pour un autre mode de fonctionnement

Si l'on considère aujourd'hui la taille du PSU, penser qu'on peut changer le parti en changeant l'organisation de celui-ci est un leurre.

Par contre, penser que le courant que nous représentons n'aura sa place dans la gauche que dans la mesure où il sera capable de proposer une façon différente de faire de la politique n'est peut-être pas une chimère.

Militer autrement, deux termes accolés, aussi faciles à dire que produire autrement ou vivre autrement... très bien, mais de quoi s'agit-il concrètement ?

Nombre d'entre nous ont compris qu'il s'agit de *faire* au lieu de *parler*, le faire n'empêche d'ailleurs pas de théoriser ultérieurement et un parti doit s'employer à élaborer la théorie à partir des pratiques.

Une proposition : le PSU lance la mise sur pied de six secteurs d'action politique. Cela peut-être 5 ou 7 (à débattre) — mais il semble qu'il faille rester modeste si l'on veut que ces secteurs aient une existence et un contenu.

LES SIX THEMES PROPOSES POURRAIENT ETRE
LES SUIVANTS :

- 1 — Pour une France multiculturelle
- 2 — Des hommes et des femmes, au travail
- 3 — Une économie en interrelation avec d'autres secteurs et d'autres pays : place du travail
- 4 — Démocraties et libertés en France et dans le monde
- 5 — Entreprendre et produire
- 6 — Travail - Education - Ecole - Formation - Insertions.

CONCRETEMENT : chaque adhérent s'inscrit dans un de ces secteurs. Cette inscription peut se faire de façon individuelle ou collective, mais il est évident qu'une petite section ou une petite fédé a intérêt à choisir deux ou trois axes de travail afin de ne pas émietter son activité. Cette idée de travail collectif est d'autant plus importante que chaque secteur a vocation à recruter sur le terrain des intervenants les plus divers intéressés par une pratique et une information sur l'un de ces thèmes.

Au bureau national chaque secteur sera pris en charge par deux personnes qui animeront et coordonneront les activités.

La plus grande partie de l'animation passera par le biais

Ce que nous proposons, c'est de passer d'une lutte en négatif contre les idées racistes, à une lutte positive pour une France du mélange : des modes de vie, des couleurs, des rythmes, des cultures...

Il nous faut mettre en valeur l'extrême richesse que nous donne la pluralité des peuples qui vivent en France. Il faut isoler les tenants des idéologies racistes en suscitant ou en soutenant, partout et toujours, les initiatives positives, telles la Marche pour l'Egalité de 83, ou la Convergence 84.

Cela veut dire aussi être à même d'intervenir sur les questions du logement, de l'organisation de l'école, pour l'égalité des droits...

d'une messagerie électronique, afin de permettre aux militants de communiquer rapidement, avec les animateurs, entre fédés et sections etc. (voir texte en annexe détaillant l'utilisation d'une messagerie électronique — d'ici décembre l'une d'entre elles sera lancée).

Enfin le journal 2A sera envoyé à tous ceux qui participent aux secteurs, adhérents PSU et les autres, il constituera le lien entre tous, tenant informé chacun de ce qui se passe dans les autres secteurs et proposant, lorsque cela est nécessaire, des actions lancées et assumées par un secteur, mais où les interactions sont fortes et où la participation de tous est demandée. Afin de permettre une compréhension concrète de ce que peut être ce nouveau type de secteur d'action politique, une contribution sera faite détaillant le fonctionnement de l'un d'entre eux.

Et le secteur agricole ? diront certains ... (par exemple)...

Réponse : Travailler et produire ... cela concerne aussi l'agriculture. Une économie en interrelation avec d'autres pays ... cela comprend le rôle des trusts agro-alimentaires, l'aide au développement, etc. Nous n'éliminons aucunement l'agriculture de nos préoccupations.

Et les élus ... sont-ils passés sous silence ?

Réponse : Non. Que font-ils ? ils travaillent sur les aspects de l'insertion professionnelle des jeunes ... là aussi deux secteurs 2 et 6 ; ils travaillent sur la démocratie locale : secteur 4 ; ils travaillent sur la culture, sur l'immigration : secteur 1.

En fait, peu d'activités actuellement réellement existantes dans le parti ne se retrouvent pas dans ces 6 secteurs.

Pour un aménagement du mode d'organisation

• La D.P. :

Les représentants sont tous issus des fédés et sont tous responsables d'un secteur. La DP est allégée, 30 à 40 personnes constituent un maximum.

• Le Bureau Politique ou Collectif d'animation :

Celui-ci doit être élu par le congrès et constituer une équipe se présentant sur la base d'un réel projet commun

et non d'une simple mathématique de courants. Il comprend 14 membres : 6 groupes de deux personnes animant les secteurs, un trésorier et un porte-parole qui se réunissent tous les 15 jours. Son rôle :

- coordonner l'activité des secteurs, animer les secteurs en faisant participer un maximum de provinciaux,
- expression publique du parti : le secrétaire porte-parole intervient sous le contrôle du BP.

On ne s'exprime plus sur tout et n'importe quoi mais prioritairement sur les secteurs sur lesquels un travail s'effectue dans le parti.

De ce point de vue on définit une politique de communication plus ambitieuse. Un certain nombre de « dossiers » issus des secteurs sont régulièrement fournis à la presse.

P.S : En signant le texte intitulé « Pour un parti socialement utile » nous avons conscience de ses imperfections et maladresses. Les délais étant très courts pour déposer les textes, il est le résultat d'une convergence qui n'a pu s'ébaucher qu'à partir de la conférence nationale. Nous vous demandons de juger la démarche et la proposition politique plutôt que la lettre de ce texte. Nous souhaitons vivement que toutes celles et que tous ceux qui se retrouvent d'accord sur le fond y apportent leur contribution et critiques.